



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Bureau de l'environnement
et des installations classées

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté complémentaire N° 10 797

**Société MULTIMETAL
à MERY-SUR-OISE**

**Le Préfet du Val d'Oise,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, livre V, titre Ier, notamment son article R 512-31 ;

VU le décret N° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, notamment les rubriques relatives aux installations de stockage et de traitement des déchets ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1993 autorisant la société MULTIMETAL à exploiter des installations de récupération et stockage de métaux et véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de MERY-SUR-OISE – La Bonneville – 20, Route de Sognolles ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 2008 portant agrément de la société MULTIMETAL pour la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage sur le site qu'elle exploite à MERY-SUR-OISE ;

VU la lettre du 14 janvier 2011 par laquelle la société MULTIMETAL demande le bénéfice de l'antériorité pour les rubriques créées par le décret N° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU le courrier du 31 août 2011 par lequel la société MULTIMETAL indique d'une part, ne plus solliciter le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique N° 2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, etc....), les déchets de batteries qu'elle visait alors provenant uniquement d'apports par les ménages ou de l'activité de démontage de véhicules hors d'usage, relevant par ailleurs des rubriques 2710 (déchèterie) et 2712 (démolition de véhicules hors d'usage) et, d'autre part, avoir ajouté sur son site une cisaille permettant de traiter 3 t de déchets de métaux par jour ;

VU le rapport du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France du 21 octobre 2011 ;

VU la demande formulée par l'exploitant au cours de la réunion du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques afin que l'étude des niveaux sonores puisse être réalisée tous les deux ans et non tous les ans comme prévu dans le projet de prescriptions techniques ;

VU l'accord prononcé sur cette demande par le service de l'inspection des installations classées au cours de la séance ;

VU l'avis favorable formulé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 17 novembre 2011 ;

VU la lettre préfectorale du 15 février 2012 adressant à la société MULTIMETAL le projet d'arrêté préfectoral qui actualise le classement de ses installations et lui impose des prescriptions techniques complémentaires suite à la mise en place d'une cisaille sur le site qu'elle exploite à MERY-SUR-OISE et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

VU le courriel du 14 mars 2012 par lequel la société MULTIMETAL confirme qu'elle a réceptionné le projet d'arrêté précité et précise qu'elle n'a pas d'observation à formuler ;

CONSIDERANT que le délai accordé à l'exploitant s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

CONSIDERANT que suite à la parution du décret N° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées et à la modification apportée par la société MULTIMETAL aux activités qu'elle exerce à MERY-SUR-OISE – La Bonneville – 20, Route de Sognolles, il convient de mettre à jour le tableau de classement de ses installations ;

CONSIDERANT que le site traitera au maximum 3 tonnes de ferrailles par jour avec la cisaille, cette activité de traitement des déchets de métaux relève du régime de la déclaration sous la rubrique N° 2791 ;

CONSIDERANT que l'impact principal de cette activité de cisailage est le bruit et qu'il convient par conséquent de compléter les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 1993 en imposant la réalisation d'une étude de bruits ;

CONSIDERANT par conséquent qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement d'actualiser le tableau de classement des installations de la société MULTIMETAL et de compléter les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 1993 ;

SUR la proposition de monsieur le secrétaire général de la Préfecture du Val-d'Oise ;

ARRETE

Article 1 – Le tableau de classement des installations exploitées par la société MULTIMETAL sur le territoire de la commune de MERY-SUR-OISE – La Bonneville – 20, Route de Sognolles, est actualisé comme suit :

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2712		A	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage	Installation de dépollution de véhicules hors d'usage	Surface	> 50	m²	> 50	m²

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2713	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Transit et tri de déchets de métaux	Surface utilisée	$\geq 1\ 000$	m ²	$\geq 1\ 000$	m ²
2710	1	A	Déchèteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers : <ul style="list-style-type: none"> «monstres» (mobilier, éléments de véhicules), déchets de jardins, déchets de démolition, déblais, gravats, terre ; bois, métaux, papiers-cartons, plastiques, textiles, verre, amiante lié ; déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides et bases, produits phytosanitaires, etc.) usés ou non ; déchets d'équipements électriques et électroniques. 	Déchets de métaux apportés par des particuliers	Superficie de l'installation hors espaces verts	$\geq 3\ 500$	m ²	$\geq 3\ 500$	m ²
2791	2	DC	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	Cisaillage des métaux	Quantité de déchets traités	< 10	t/j	3	t/j

AS : autorisation avec servitudes ; A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration contrôlée ; D : déclaration ; NC : non classé

Article 2 – Les prescriptions techniques annexées au présent arrêté sont applicables dès réception. Elles complètent les prescriptions techniques annexées aux arrêtés préfectoraux des 20 décembre 1993 et 10 juin 2008 susvisés qui demeurent applicables.

Article 3 – En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 514-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 - Conformément aux dispositions de l'article R 512-39 du code de l'environnement :

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de MERY-SUR-OISE pendant une durée d'un mois.

Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie pour être maintenue à la disposition du public.

Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Direction Départementale des Territoires du Val d'Oise – Bâtiment Préfecture - Service de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement – Bureau de l'Environnement et des Installations Classées.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée d'un mois.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département.

Une copie de l'arrêté sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 Cergy-Pontoise cedex.

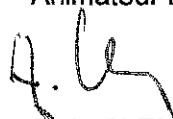
1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié ;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté prolongé de six mois après la publication ou l'affichage de celui-ci, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise, la directrice départementale des territoires du Val d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France – Unité territoriale du Val d'Oise et le maire de MERY-SUR-OISE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le 20 MARS 2012

Pour la directrice départementale des territoires,
Le chef de service de l'agriculture,
de la forêt et de l'environnement,
Animateur MISE


Alain CLEMENT

Société MULTIMETAL

à

MERY-SUR-OISE

**Prescriptions techniques
complémentaires
annexées à l'arrêté préfectoral**

du 20 mars 2012

ARTICLE 1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La Société MULTIMETAL, dont le siège social est situé 20 route de Sognolles à MERY SUR OISE (95540) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs (arrêté préfectoral du 20 décembre 1993 et arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2008), complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de MERY SUR OISE, des installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le tableau de classement des installations est mis à jour comme suit :

Rubrique	Alinéa	AS, A, F, DC, D, NC	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2712		A	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage	Installation de dépollution de véhicules hors d'usage	Surface	> 50	m ²	> 50	m ²
2713	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Transit et tri de déchets de métaux	Surface utilisée	≥ 1 000	m ²	≥ 1 000	m ²
2710	1	A	Déchèteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers : - «monstres» (mobiliers, éléments de véhicules), - déchets de jardins, - déchets de démolition, - déblais, gravats, terre ; - bois, métaux, papiers, cartons, plastiques, textiles, verre, amiante lié ; - déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides et bases, produits phytosanitaires, etc.) - usés ou non ; - déchets d'équipements électriques et électroniques.	Déchets de métaux apportés par des particuliers	Superficie de l'installation hors espaces verts	≥ 3 500	m ²	≥ 3 500	m ²

2791	2	DC	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	Cisaillage des métaux	Quantité de déchets traités	< 10	t/j	3	t/j
------	---	----	--	-----------------------	-----------------------------	------	-----	---	-----

AS : autorisation avec servitudes ; A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration contrôlée ; D : déclaration ; NC : non classé

ARTICLE 3 – ETUDE DE BRUIT

Tous les 2 ans, l'exploitant réalise une étude des niveaux sonores réalisée conformément au titre V de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1993. Cette mesure est réalisée par un organisme ou une personne qualifiée. La première analyse doit être réalisée sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les résultats de ces analyses de bruit sont transmises à l'Inspection des Installations Classées.

